

SEM Ichiro Ogasawara

« La gestion macroéconomique est sur la bonne voie »

SEM Ichiro Ogasawara, ambassadeur du Japon à Madagascar s'est exprimé sur les relations économiques et commerciales entre son pays et Madagascar qui ne font que s'améliorer car la gestion macroéconomique de Madagascar est sur la bonne orbite. Dans cette interview accordée au quotidien la Ligne de Mire, il a expliqué en détails les relations qui existent et qui se forment.

Pouvez-vous résumer en quelques mots les relations commerciales qui existent entre le Japon et Madagascar ?

Actuellement, Madagascar est un des rares pays africains qui enregistrent un excédent commercial vis-à-vis du Japon. Le volume des exportations de Madagascar vers le Japon est 10 fois plus grand par rapport au sens inverse. Donc, Madagascar exporte actuellement le nickel qui a été produit et raffiné par Ambatovy. Cette compagnie est devenue le premier fournisseur en termes de nickel au Japon. A cela s'ajoute les importations de crevette, de poisson, de produits agricoles et de vêtements. D'autre part, le Japon exporte des biens de capitaux c'est-à-dire diverses machines pour équiper les usines. Le volume des exportations de Madagascar au Japon s'élève à 11 milliards de yens et les importations de Madagascar du Japon ne s'agissent que de 1,4 milliard de yens.

2- Pourquoi tenez-vous à développer ces relations diplomatiques et économiques entre les deux pays ? Quels peuvent être vos intérêts dans le pays ?

D'abord, j'aimerais bien souligner que nous vivons actuellement dans une ère de globalisation, donc toute la partie du globe est intégrée dans un système que nous partageons tous ensemble. L'instabilité d'une partie du monde affecte les activités économiques des autres parties. De ce point de vue, le Japon, en tant que troisième puissance mondiale, nous tenons à maintenir un ordre de l'économie mondiale qui fonctionne. Donc, il y a intérêt qu'il y ait aussi de la stabilité à Madagascar pour les intérêts du Japon. Ensuite, l'économie malgache et l'économie japonaise sont complémentaires. Madagascar est très riche dans toutes sortes de ressources énergétiques, minières et touristiques. Par contre, le Japon est dépourvu de ces ressources naturelles. D'autre part, le Japon est fier de sa haute technologie bien avancée et aussi de sa capacité d'investir à l'étranger. Cette complémentarité pourrait être bénéfique pour l'économie des deux pays. Nous pouvons travailler ensemble et avoir de belles relations entre nos deux pays. Enfin, nous avons un grand sentiment de solidarité avec la population malgache. Dès mon arrivée à Madagascar, j'ai toute de suite ressenti une similitude entre nos deux peuples. Il s'agit de deux peuples qui habitent dans des pays insulaires et aussi la communauté traditionnelle se basant sur l'agriculture. Cela donne un



caractère similaire l'un à l'autre. Notre aide publique au développement, c'est une sorte de manifestation de la solidarité du peuple japonais.

Selon vous, qu'est-ce qui manque à Madagascar pour réellement lancer son économie ?

Tout d'abord, j'aimerais souligner que Madagascar a un grand potentiel et personne ne peut contester ce fait. Vous êtes riches en matière de ressources naturelles et que les Malgache sont des travailleurs et doués par exemple, en matière de travaux de précision avec le textile. Ce potentiel doit être valorisé au maximum. Il s'agit en effet d'être au courant des éléments qui freinent cette valorisation. D'abord, c'est le manque d'infrastructure pour valoriser toutes les ressources minérales et énergétiques. On a besoin de transporter les fruits de ces exploitations mais les conditions routières actuelles via les routes ferroviaires ne sont pas favorables à cette valorisation. Si on prend l'exemple du projet Ambatovy qui est le meilleur exemple d'investissement étranger à Madagascar, il a été obligé de construire avec ses propres moyens toutes les infrastructures y compris l'électricité, les chemins de fer qui relient l'usine au port mais aussi la route. Donc, ce sont les infrastructures qui permettront de valoriser ces potentiels. Deuxièmement, c'est l'insuffisance de l'investissement parce que s'il n'y a pas d'investissement, ces ressources naturelles resteront intactes. Donc, cela ne va pas apporter une contribution à l'économie malgache. Il faut attirer des investissements, soit de l'extérieur, soit de faire de l'épargne domestique

pour ensuite acheminer le fonds qui est accumulé à des secteurs stratégiques de l'économie malgache. C'était le cas au Japon. Nous avons vécu deux fois un élan économique dans notre histoire moderne. C'est d'abord au milieu du 19ème siècle dans l'ère de Meiji où nous avons commencé à moderniser notre économie. Et puis, c'était après la deuxième guerre mondiale et à chaque fois, nous avons eu recours à l'épargne domestique du Japon pour que nous puissions investir dans les secteurs prioritaires. Donc, les infrastructures et les investissements sont les deux choses très importantes pour le potentiel malgache. Aussi, il est très important d'avoir une stabilité politique car à chaque fois que vos institutions sont fragilisées, cela fragilise aussi votre économie. Durant la Transition, votre taux de croissance économique a même chuté au dessous de zéro. Vous aviez un taux de croissance démographique de 2,8%, donc si le taux de croissance économique ne dépasse pas le taux de croissance démographique, votre niveau de vie ne sera pas élevé. Actuellement, votre économie est mise sur les bons rails. Le FMI voit presque 5% de taux de croissance l'année prochaine. Il faut continuer ces efforts sur la base d'une stabilité politique.

Qu'est-ce que le Japon a priorisé dans sa phase de décollage économique ?

Les domaines de priorités dépendent de la situation internationale. Donc, cela dépend de la structure industrielle du monde et au moment où nous avons vu notre économie décoller pendant la dernière moitié du dix-neuvième siècle,

nous avons eu la soie, le cuivre et le thé qui furent les articles d'exportation du Japon. En exportant ces articles, nous avons gagné des devises étrangères pour acheter des biens de capitaux pour équiper nos usines, la voie ferroviaire etc..., ce qui à son tour a permis à l'économie japonaise de se mettre dans la voie de l'industrialisation. Ce qui est important, c'est toujours de chercher les améliorations dans la structure de l'économie, du passage du secteur de faible compétitivité à un secteur de forte compétitivité. Le secteur qui a la plus forte compétitivité, dépend de la structure mondiale de l'économie. Actuellement, Madagascar peut accélérer ce processus d'industrialisation. Il y a des secteurs qui sont prometteurs comme le textile, le tourisme, l'agro-industrie et les mines. Face à la situation économique mondiale, ce sont les secteurs qui peuvent être compétitifs pour Madagascar à l'échelle mondiale.

Est-ce que vous avez des recommandations sur les moyens à mettre en œuvre pour le développement du pays ?

Nous soutenons beaucoup la gestion macroéconomique menée par les dirigeants de Madagascar. Cette appréciation de la gestion macroéconomique est partagée par beaucoup d'entités comme le FMI. La gestion macroéconomique est sur la bonne voie. Cela encourage non seulement le secteur public japonais mais aussi le secteur privé. Avec cet assainissement de la gestion macroéconomique, le gouvernement du Japon a décidé de se lancer dans un projet à long terme. C'est le projet d'extension du port de Toamasina dont le montant s'élève à peu près à 400 millions de dollars et les travaux dureront 9 ans. Nous avons développé la confiance en Madagascar comme un partenaire à long terme. Le meilleur gage de cette stabilité pour les investisseurs privés, c'est la conclusion d'un accord bilatéral dans la protection et la promotion des investissements. Nous allons donc chercher une occasion d'avancer une négociation avec le gouvernement malgache pour encadrer juridiquement les engagements des investisseurs entre nos deux pays. Nous en avons plus d'une cinquantaine de ce genre d'accords bilatéraux avec d'autres pays. Par exemple, au Cambodge, la part des investissements du secteur privé japonais a augmenté et multiplié par 10 après la conclusion de cet accord. C'est le genre de protection que les investisseurs recherchent.